

# C'est la brouille entre Kinshasa et la Force des Nations unies

RD CONGO La Monusco a suspendu son appui à l'offensive contre les rebelles hutus à l'Est

**GOMA**

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Le désarmement des rebelles hutus sévissant depuis vingt ans dans les forêts congolaises s'avérait une opération militaire difficile. Six semaines après la fin de l'ultimatum qui leur avait été adressé, « Sokola2 » (nom donné à l'offensive qui semblait imminente) commence par un désastre politique : une quasi-rupture entre la Monusco et le pouvoir congolais, qui se traduit par une suspension de la coopération d'un côté et de l'autre par une « *déclaration de souveraineté* » adressée par le président Kabila lui-même à vingt ambassadeurs convoqués à sa résidence - « *Nous ne sommes pas un pays sous la tutelle de l'ONU.* »

Pour comprendre la gravité de l'incident, il faut se rappeler que c'est en 1994 que commencèrent à affluer au Kivu des milliers de miliciens et militaires hutus, auteurs du génocide au Rwanda, protégés par l'opération française Turquoise et le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU. Depuis lors, plus d'un million et demi de Hutus, civils et militaires, ont regagné le Rwanda, mais dans les forêts du Kivu subsiste le dernier carré des irréductibles, quelque 2.000 hommes en armes entourés de leur famille et de leurs alliés ou otages congolais.

Malgré la cohabitation obligée, ces Rwandais sont honnis par les populations locales, qui les rendent responsables des pires atrocités, entre autres à l'encontre des femmes. L'organisation politico-militaire qui les représente, les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), exige toujours un « *dialogue inter-rwandais* », refusé par Kigali.

La présence de ces Hutus encore imprégnés de l'idéologie du génocide a été à l'origine des

deux guerres subies par le Congo. Elle a donné prétexte à de multiples interventions rwandaises, par groupes rebelles interposés (le dernier en date étant le M23 vaincu en novembre 2013) et, last but not least, elle fut la principale raison du déploiement au Congo d'une Force des Nations unies qui, depuis 2002, représente la plus importante et la plus coûteuse des opérations de paix (1,5 million de dollars par an). En 2013, l'un des principaux points des accords de paix d'Addis Abeba, ratifiés par tous les pays de la région, fut le désarmement et le rapatriement au Rwanda de ce « dernier carré » des FDLR, une opération jugée prioritaire mais qui mit deux ans à se concrétiser.

En principe, cette opération aurait dû être menée par les forces armées congolaises, assistées des Casques bleus de la Monusco, et surtout de ses contingents tanzanien et sud-africain. Mais, le 29 janvier dernier, la crise de confiance a éclaté : le chef d'état-major congolais, le général Etumba, a annoncé que ses forces opéreraient seules. En réalité, même si les soldats congolais devront se porter en première ligne (débusquer les FDLR dans les forêts ou les extraire des villages), Kinshasa comptait sur les forces onusiennes pour la planification des

opérations et surtout pour leur logistique : transport de troupes, distribution des rations alimentaires, renseignement grâce aux drones...

Or, ce soutien, que beaucoup jugent indispensable, est désormais suspendu : le QG de l'ONU à New York a jugé qu'il était impossible que les Casques bleus collaborent avec des troupes placées sous les ordres de deux généraux congolais figurant sur une « liste rouge », Bruno Mandevu et Sikaye Fall, tous deux ac-

cusés d'avoir couvert des crimes de guerre dans l'Ituri.

Pour leur part, les autorités congolaises assurent que ces deux hommes n'ont jamais été

condamnés au Congo, que cette « liste rouge » ne leur a jamais été communiquée, que ces deux généraux sont réputés pour leur bonne connaissance du terrain, et surtout qu'il n'appartient pas à des forces extérieures d'interférer dans la hiérarchie nationale. Mais l'ONU, visiblement, tient à appliquer le principe de vigilance, interdisant à ses troupes de travailler avec des militaires accusés de violations des droits de l'homme.

Reste à savoir si placer deux officiers contestés à la tête d'une opération difficile et politiquement explosive n'a pas été le prétexte que beaucoup attendaient : les Nations unies, incapables depuis vingt ans d'agir concrètement contre un groupe qui justifie leur présence dans la région, avaient-elles réellement envie de trouver une solution définitive ? Quant aux Congolais, qui ont souvent collaboré avec ces groupes hutus, soit sur le plan militaire soit dans le commerce des minerais, ont-ils vraiment le désir et les moyens de défaire leurs anciens alliés ? En outre, à un an des élections, le pouvoir craint, non sans raison, les risques de représailles à l'encontre des populations civiles.

A cela s'ajoute le fait que la pérennisation de la guerre au Kivu arrange beaucoup de monde : déclarant que 30.000 hommes sont en opération et n'en alignant que la moitié, la haute hiérarchie militaire s'octroie des bénéfices substantiels et des primes spéciales, qui permettent de fructueuses « opérations retour », où une partie de l'argent envoyé au Kivu peut être ramené à Kinshasa... ■

**COLETTE BRAECKMAN**

**ENTRETIEN****« On ne peut pas faire de procès d'intention à l'armée congolaise »**

Le général français Jean Baillaud est le commandant adjoint de la Monusco au Nord-Kivu.

**Pourquoi la Monusco a-t-elle suspendu son appui à l'armée congolaise ?**

*C'est une décision qui a été prise à New York et je ne veux pas m'étendre sur ce sujet. Je tiens simplement à rappeler que, dans les opérations contre le M23, nous avons mené des opérations conjointes avec les Forces armées congolaises et je n'ai*

*pas eu d'exemple de violations flagrantes des droits de l'homme. Par notre proximité sur le terrain, nous pouvons veiller à la bonne tenue des troupes. Je peux témoigner du fait que, dans toute la chaîne de commandement des FARDC -*

*Forces armées de la République démocratique du Congo, NDLR*

*-, on prend au sérieux le respect des droits de l'homme car la réussite des opérations en dépend.*

**Etiez-vous prêts pour entamer les opérations contre les rebelles des FDLR - Forces démocratiques pour la libération du Rwanda ?**

*Sur le terrain, on n'a jamais été aussi prêts à entamer une opération contre les FDLR et on est pratiquement sûrs*

*d'atteindre des résultats. Le contexte ici est bien meilleur qu'au Darfour, au Sud-Soudan, en Somalie ou même au Liban. En plus, la population congolaise sait très bien ce qu'elle veut : elle souhaite que les groupes soient désarmés et elle manifeste contre nous chaque fois qu'elle nous juge inefficaces...*

**L'opération contre les FDLR sera-t-elle dure à mener ?**

*Il s'agit d'un adversaire qui possède une structure militaire, ses positions se trouvent à proximité des zones habitées, entourées de beaucoup de civils. Le désarmement volontaire n'a rien donné et maintenant les Congolais doivent agir. Il faut frapper la structure militaire des FDLR, c'est un objectif prioritaire.*

C. B.